

"Comme Palestiniens à Jérusalem, nous sommes étrangers dans notre propre ville!"

L'urbaniste Mustafa Muhammad, chercheur à l'Université de Bir Zeit, témoigne à Fribourg

Fribourg: L'«accord-cadre» traçant les grandes lignes d'un règlement définitif du conflit israélo-palestinien, parrainé par le secrétaire d'Etat américain John Kerry, était annoncé pour fin avril. "Personne n'y croit vraiment. Malheureusement, la solution ne paraît pas à portée de main", a lâché Benoît Challand, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg le soir du 18 mars 2014. Il s'exprimait à l'occasion de la "Semaine Palestine 2014", organisée conjointement par la Chaire d'histoire contemporaine et le groupe "Chemin de Palestine" de Fribourg.



Palestine Professeur Mustafa Muhammad, chercheur à l'Université de Bir Zeit (Photo: Jacques Berset)

Devant quelque 120 personnes massées dans une salle archicomble, Benoît Challand a présenté l'orateur du jour, l'urbaniste Mustafa Muhammad, un Palestinien de Jérusalem, chercheur à l'Université de Bir Zeit, en Cisjordanie. Relevant que l'on associe fréquemment l'image de la Palestine avec celle du désert, le professeur fribourgeois, qui a enseigné aux universités de Bologne, Pavie, Bethléem et New York, a rappelé certains des enjeux représentés par ce coin de terre si convoité: «il y a un conflit pour les ressources – la terre, l'eau – qu'il faut partager!»

» LA DIGNITÉ HUMAINE DES PALESTINIENS EST BAFOUÉE«

Né en 1970 dans la vieille ville de Jérusalem, dans ce qui fut l'Hôpital autrichien, sur la Via Dolorosa, Mustafa Muhammad a étudié l'hôtellerie, la restauration et le développement touristique à l'Université de Bethléem. Il a ensuite parfait sa formation à l'Université François Rabelais de Tours avant de passer en 2009 sa thèse de géographie à l'Université Paris IV Sorbonne sur «Le patrimoine urbain au coeur de l'identité nationale: le cas de la Palestine», sous la direction de Michael Davie.

«S'il y a un message à transmettre au peuple suisse, déclare-t-il à l'Apic, c'est que la dignité humaine des Palestiniens est bafouée, blessée, violée. Dans la partie arabe de Jérusalem, les autorités israéliennes, dans le but de diminuer le nombre des habitants palestiniens et d'en réduire son caractère arabe, refusent de leur donner des permis de construire, ordonnent la destruction de nombreuses maisons déclarées 'illégales', pour les remplacer par des habitants juifs...» Et de rappeler, à l'adresse du public fribourgeois, que les chrétiens représentaient 13% de la population avant la fondation de l'Etat d'Israël, pour n'être plus aujourd'hui que moins de 1%. Les chrétiens des territoires occupés ne peuvent pas se rendre sur les lieux saints de Jérusalem ou de Nazareth.

» DEUX TIERS DES PALESTINIENS ONT ÉTÉ EXPULSÉS LORS DE LA 'NAKBA'»

Lors de la première Intifada, le premier soulèvement général contre l'occupation israélienne, appelée également «guerre des pierres», qui a débuté en décembre 1987, Mustafa Muhammad a été emprisonné. «Nous, les Palestiniens, n'avions pas de terrain de football ni de piscine, alors, après les cours, on allait caillasser les soldats israéliens».

Evoquant l'histoire récente de cette région stratégique du Moyen-Orient – adoption par l'ONU de la Résolution 181 (29 novembre 1947) prévoyant un plan de partage divisant la Palestine en deux Etats indépendants, l'un arabe, l'autre juif, et plaçant la région de Jérusalem sous administration des Nations Unies – le spécialiste de l'urbanisme a détaillé sans fard la politique d'annexion israélienne. «Deux tiers des Palestiniens ont été expulsés lors de la 'nakba' (désastre ou catastrophe) de 1948, bien plus de 400 villages ont été détruits dans ce que l'on peut appeler une vaste opération de nettoyage ethnique», en reprenant l'expression de l'historien israélien Ilan Pappé. Et d'évoquer à l'occasion les dizaines de résolutions de l'ONU «dont Israël se moque!»

Lui-même, habitant de Jérusalem et contribuable de la ville sainte, dispose d'une carte de séjour israélienne valable dix ans, qui lui donne accès – en théorie – aux mêmes services que la population israélienne.

«LE MUR A DÉTRUIT NOTRE VIE... UN CHRÉTIEN DE BETHLÉEM NE PEUT ALLER PRIER AU SAINT-SÉPULCRE À JÉRUSALEM»

«Comme Palestiniens à Jérusalem, nous sommes étrangers dans notre propre ville!», lance Mustafa Muhammad. Et de montrer les destructions planifiées par la municipalité de Jérusalem d'un pâté entier de maisons palestiniennes dans le cadre d'un projet de «parc biblique» intitulé la «Cité de David», en plein cœur de Jérusalem Est, dans le quartier Al-Bustan, à Silwan. Plus loin, le mur de séparation, qui balafre la ville, empiète sur les terres palestiniennes, et rejette une partie de la population palestinienne au-delà des «frontières» établies par l'occupant.

«Le mur a détruit notre vie... Un chrétien de Bethléem ne peut aller prier au Saint-Sépulcre à Jérusalem. Si un/e habitant/ne palestinien/ne de Jérusalem se marie avec un/e partenaire de Cisjordanie, il/elle ne peut plus vivre de ce côté-ci du mur, il faut partir, car le droit de séjour est supprimé. C'est ainsi qu'il y a à Jérusalem 15'000 enfants qui n'ont même pas un certificat de naissance! Malgré notre accroissement démographique, nous n'avons pas le droit de construire. Il faut payer 25 à 30'000 dollars pour l'autorisation de construire, et il faut attendre 6 ou 8 ans, sans garantie. Les gens qui construisent sans ce permis voient leur maison déclarée illégale, et les autorités israéliennes ordonnent la démolition. Ils veulent que nous nous en allions...»

La discrimination touche également l'éducation. Seuls 50% des enfants palestiniens ont accès aux écoles publiques, les autres doivent se contenter des écoles islamiques de piètre qualité, ou alors fréquenter les écoles privées, qui demandent pas moins de 1'250 euros d'écologie annuel. «Les enfants palestiniens forment le 35% de la classe d'âge, mais ils ne reçoivent que 11% du budget scolaire, alors que leurs parents paient les mêmes impôts que les Israéliens!»

» L'OLIGARCHIE PALESTINIENNE» DANS LE COLLIMATEUR

Mustafa Muhammad dénonce également «l'oligarchie palestinienne» issue des Accords d'Oslo de 1993, qui profite du juteux business mis en place par les militaires israéliens. «Ils font ensemble beaucoup d'argent sur le dos du peuple palestinien! Du côté palestinien, il n'y a plus de liberté d'expression, c'est une véritable dictature policière. Face à la corruption de l'Autorité palestinienne, imposée par les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël, la population dans la rue est très mécontente et on parle beaucoup d'une troisième Intifada...».

Le géographe palestinien ne croit plus à la solution de deux Etats, en raison de la colonisation rampante qui réduit le territoire palestinien à de petites entités séparées les unes des autres par des colonies israéliennes et par des routes uniquement réservées aux colons. «C'est trop tard...» La seule solution est pour lui que l'Etat d'Israël – «un Etat sioniste qui a détruit les valeurs éthiques du judaïsme» – devienne la Palestine laïque, basée sur le principe de la citoyenneté pour tous, musulmans, chrétiens et juifs, offrant un seul toit pour toutes les ethnies, en sortant des logiques identitaires nationales. «Je ne suis pas venu ici pour chercher votre sympathie, a-t-il lancé à un détracteur qui l'a accusé de tenir des propos 'antisémites', mais pour attirer votre attention sur notre réalité!»

NAISSANCE DU GROUPE "CHEMINS DE PALESTINE" DE FRIBOURG

En avril 2013, un groupe d'une douzaine de personnes – dont les couples fribourgeois Johannes et Marie Fankhauser, Eugène et Anne-Marie Chatagny, et Michel et Christine Jordan - a réalisé un voyage alternatif en Palestine, avec le "Diwan Alternative Tourism Center".

Le groupe, appelé désormais "Chemins de Palestine" de Fribourg, désireux de partager son expérience sur le terrain, a mis sur pied du 18 au 20 mars, en collaboration avec la Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, une semaine d'information sur les retombées du conflit israélo-palestinien sur la population palestinienne. Depuis le plan de partage du territoire palestinien, en 1947 par l'ONU, et les guerres qui ont suivi, il y a eu de nombreuses initiatives de paix et, surtout ces dernières années, une colonisation galopante par le biais de nouvelles implantations de logements en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Ce grignotage constant, qui transforme ce qui reste des terres palestiniennes en une véritable "peau de léopard" à l'instar de ce qui se passait en Afrique du Sud au temps de l'apartheid et des "bantoustans", a un impact sévère sur la vie quotidienne des autochtones. Il tente de rendre impossible la constitution d'un Etat palestinien viable aux côtés d'Israël.